



Changement climatique Défis globaux – solutions locales

Décembre 2008

Les autorités locales et régionales sont bien conscientes des défis globaux à venir et développent déjà des solutions afin de réduire leur impact sur la société. Au fil des ans, elles ont mis en œuvre une multitude d'actions visant à lutter contre le changement climatique et à s'adapter à ses effets. En tant que niveau le plus proche du citoyen, les municipalités et régions se trouvent dans une situation idéale pour sensibiliser et mobiliser les citoyens, promouvoir l'efficacité énergétique, la production décentralisée d'énergie et une nouvelle culture de la mobilité. Elles peuvent jouer un rôle d'exemple pour encourager d'autres parties prenantes et individus à modifier leur façon d'agir. La protection du climat et les mesures d'adaptation au niveau local et régional permettent non seulement d'atténuer considérablement le changement climatique, mais aussi de créer des emplois et d'améliorer la cohésion sociale.

La crise financière et économique actuelle ne doit pas affaiblir la lutte contre le changement climatique. Au contraire, elle doit être l'un des nombreux arguments en faveur d'une économie à faibles émissions de CO₂. Les responsabilités doivent être prises maintenant, l'inaction résulterait en des coûts sans précédent. Selon le rapport Stern sur l'économie du changement climatique de 2006, 1% du PNB investi aujourd'hui pourrait éviter demain jusqu'à 20% des dommages créés par le changement climatique.

A l'occasion du Sommet des Nations Unies sur le climat (COP14) à Poznan, en Pologne, du 1er au 12 décembre 2008, le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), Alliance pour le Climat, Energie-Cités et EURO CITIES demandent aux gouvernements nationaux qui négocient l'accord sur le climat pour l'après - 2012 de:

1. Reconnaître le rôle des autorités locales et régionales dans les politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et les impliquer dans les débats et processus décisionnels internationaux, européens et nationaux.
2. Tenir compte du fait que les autorités locales et régionales participent déjà à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et contribuent ainsi de façon significative aux plans de réduction nationaux.
3. Créer et améliorer les cadres juridiques, financiers et fiscaux au niveau approprié et en partenariat avec les collectivités territoriales afin de leur permettre d'initier des actions fortes et des investissements pérennes en faveur de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique.
4. Encourager et permettre aux autorités locales et régionales d'engager les ressources humaines nécessaires pour gérer les politiques énergétiques et climatiques et de promouvoir des solutions innovantes.

Par conséquent, nous demandons qu'un chapitre soulignant le rôle essentiel des autorités locales régionales soit intégré à l'accord sur le climat pour l'après -2012.

Les autorités locales et régionales européennes, par l'intermédiaire de leurs réseaux et organisations européens

- Soutiennent les engagements locaux et régionaux en faveur de la réduction des émissions de CO₂, en lien avec les objectifs européens dans le domaine de l'énergie et du climat (20% de réduction des émissions de CO₂, accroissement de 20% de l'efficacité énergétique et accroissement de la part des renouvelables de 20% d'ici 2020).
- Soutiennent les approches intégrées, telles que l'inclusion de la protection du climat dans toutes les politiques et législations, afin d'assurer la mise en cohérence des politiques d'atténuation et d'adaptation à tous les niveaux.
- Mobilisent les citoyens et acteurs locaux afin de les sensibiliser et d'encourager leurs initiatives, d'échanger des expériences et d'apprendre les uns des autres.
- Soutiennent la solidarité et la coopération politique et technique entre les autorités locales et régionales de par le monde en vue d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter.

Les autorités locales et régionales peuvent faire la différence!

De par leur proximité avec les citoyens et acteurs locaux, les collectivités territoriales ont les compétences, en tant que planificateurs, consommateurs, fournisseurs de services et animateurs, pour agir de façon intégrée dans des domaines politiques clés:

1. Un aménagement de l'espace durable pour une meilleure qualité de vie : 74% de la population européenne vit dans les villes

Par l'intermédiaire de l'aménagement urbain et du territoire, les collectivités territoriales prennent des décisions stratégiques concernant le développement de l'espace. Une planification adéquate et l'amélioration de la conception des infrastructures sont essentielles pour réduire l'étalement urbain, optimiser l'utilisation des ressources naturelles et minimiser les risques liés au changement climatique.

2. Efficacité énergétique : 40% de l'énergie est consommée par les bâtiments en Europe

Au travers de leurs politiques et de leurs systèmes de soutien financier, les autorités locales et régionales gèrent directement la performance énergétique des bâtiments publics et influencent la performance des immeubles résidentiels et tertiaires. La campagne européenne Display [www.display-campaign.org] implique plus de 300 municipalités dans le calcul et l'affichage de la performance énergétique des bâtiments. La sensibilisation des utilisateurs et décideurs a permis de réduire de façon considérable la consommation énergétique des bâtiments publics.

3. Le trafic urbain, responsable de 40% des émissions de CO₂ en Europe

En mettant en oeuvre des stratégies de mobilité intégrées et de long terme, les autorités locales et régionales peuvent influencer grandement les choix individuels de mobilité et encouragent le transfert modal vers des modes de transport plus durables. Des campagnes telles que la Semaine européenne de la mobilité [www.mobilityweek.eu], qui repose sur la participation d'environ 2000 villes, encouragent les autorités locales européennes à rechercher un accroissement de la disponibilité de zones sans voitures, le développement des systèmes de transport public et la promotion de la marche et du vélo.

4. Production décentralisée de l'énergie et énergie renouvelable: multiplier le rendement de conversion

Les autorités locales fournissent des services tels que le chauffage et le refroidissement urbains ou la production combinée de chaleur et d'électricité. La production décentralisée de l'énergie basée sur les énergies renouvelables disponibles au niveau local constitue une option sûre, propre et abordable, et renforce à la fois la sécurité énergétique et la richesse locale.

5. Des marchés publics durables pour influencer le marché

Les collectivités territoriales sont d'importants acquéreurs de biens et services. Elles jouent un rôle clé dans l'ouverture des marchés à des produits plus efficaces sur le plan énergétique. Des marchés publics durables, à la fois ambitieux et mesurables, sont à même d'initier des changements dans les modèles de production et de consommation.

6. Renforcer la cohésion sociale au bénéfice des citoyens les plus vulnérables

Les plus pauvres sont souvent les plus touchés par les impacts négatifs du changement climatique et les fluctuations des prix de l'énergie. Ils sont également ceux qui auront le plus de difficultés à s'adapter. Les collectivités territoriales sont les mieux placées pour atteindre les individus les plus défavorisés et aider les ménages à faire face à la hausse des prix de l'énergie. De plus, le changement climatique est déjà la cause de la migration de larges populations. Les villes sont les lieux où les migrants s'installent et les impacts sociaux et économiques qui pourraient en résulter doivent être pris en considération. Des efforts sont également nécessaires pour adapter les infrastructures dans les pays d'origine afin d'empêcher de telles migrations.

Contacts:

CCRE: Jeremy Smith, Secrétaire général, www.ccre.org

Alliance pour le Climat: Ulrike Janssen, Directeur exécutif du Secrétariat européen, www.climatealliance.org

Energie-Cités: Gérard Magnin, Directeur exécutif, www.energie-cites.eu

EUROCITIES: Paul Bevan, Secrétaire général, www.eurocities.eu